

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 17 - 19 mai 2000

## PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Point 6 de l'ordre du jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2000/6-B/4**  
18 avril 2000  
ORIGINAL: ANGLAIS

# INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— TADJIKISTAN 6087.01

## Aide alimentaire destinée aux groupes vulnérables et activités de redressement et de relèvement

<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<b>575 000</b>
Durée du projet	Deux ans (1er janvier 2001– 31 décembre 2002)

### Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	44 971 394
Coût total des produits alimentaires	19 613 431

## RÉSUMÉ

Avant l'indépendance du Tadjikistan en 1991, l'Union soviétique était son principal partenaire économique. Le Tadjikistan était la république la plus pauvre de l'Union soviétique. Les agitations politiques et la guerre civile en 1992 ont eu des effets dévastateurs sur les infrastructures économiques et sociales du pays. Les combats ont perdu de leur intensité en 1993, et ont été suivi d'un cessez-le-feu sous le contrôle des Nations Unies en 1994. L'élection d'un Président et d'un Parlement ont amélioré le contexte politique. Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) (700 000 en tout) qui avaient quitté le pays ou abandonné leur domicile ont commencé à rentrer chez eux.

Entre 1991 et 1996, la production réelle du Tadjikistan a diminué de plus de la moitié du fait de facteurs intérieurs et extérieurs, dont il faut rechercher l'origine principalement dans l'éclatement de l'Union soviétique. Le taux de chômage officiel est d'environ 40 pour cent et l'inflation a aggravé une situation déjà désastreuse, ce qui fait que 85 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire potentielle.

L'incertitude économique qui règne actuellement au Tadjikistan, accentuée par l'effondrement de l'économie russe et l'absence d'investisseurs étrangers due à l'instabilité politique, laisse prévoir qu'il faudra poursuivre le processus de redressement et de relèvement pendant encore quelque temps. Il est probable que le Tadjikistan restera un pays à déficit vivrier et pauvre dans un avenir prévisible. Si la situation politique et économique le permet, la phase d'expansion devrait servir de transition vers un programme de pays à plus long terme.

La présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) fournira une aide humanitaire aux ménages les plus vulnérables dans le pays. Elle offre une transition possible vers l'autosuffisance des bénéficiaires en assurant leur sécurité alimentaire au niveau du ménage et en renforçant leur productivité et leurs avoirs productifs. Le PAM prévoit de privilégier la sécurité alimentaire et le relèvement, par le biais d'activités de location de terres à bail et de vivres-contre-travail (VCT). La plupart de ces activités concerneront la remise en état des infrastructures, le programme de location des terres à bail, la remise en état des écoles et des hôpitaux, la rénovation des canaux d'irrigation, le reboisement et la protection des terres grâce à des mesures de lutte contre l'érosion. En outre, de nouvelles activités vivres pour la formation et de petites activités rémunératrices destinées aux femmes seront lancées, comme par exemple l'élevage de volailles, l'apiculture, l'élevage de canards, les jardins potagers, la grosse menuiserie et la couture. Les besoins des enfants seront pris en compte dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire et de santé nutritionnelle. La présente IPSR de deux ans prévoit 575 000 bénéficiaires avec un engagement de 86 213 tonnes de produits alimentaires.

La capacité d'exécution du Gouvernement du Tadjikistan est très réduite; l'alimentation des groupes vulnérables et une partie du programme de location de terres à bail seront réalisées directement par le PAM en coopération avec les autorités locales. Les activités VCT seront de plus en plus mises en œuvre par l'intermédiaire des ONG internationales et locales et en coopération avec les autorités locales lorsqu'elles sont d'accord pour fournir des articles non alimentaires et du matériel.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE): Mme J. Cheng-Hopkins tel.: 066513-2209

Coordonnateur de programmes, OAE: Mme B. Bonnevaux tel.: 066513-2743

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



---

## LISTE D'ACRONYMES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CEI	Communauté des Etats indépendants
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDH	Indicateur de développement humain
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	Produit intérieur brut
PLA	Point de livraison avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RSR	Région subordonnée à la République
SCF	<i>Save the Children Fund</i>
SSP	Schéma de stratégie de pays
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VCT	Vivres-contre-travail



## FOURNITURE DE L'AIDE: CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### Contexte de la crise

1. Le PAM a été une force majeure dans l'atténuation des souffrances des plus vulnérables et des pauvres qui ont faim au Tadjikistan pendant la guerre civile qui a duré cinq ans (1992–1997). Afin d'éviter que le pays ne retombe dans un abîme de violence et de guerre, il est nécessaire que le PAM, en même temps que les autres institutions des Nations Unies, participe à son redressement et à son relèvement. Le Tadjikistan était l'une des républiques les plus pauvres au moment où l'Union soviétique a éclaté en 1991. La guerre civile sanglante qui a submergé ce pays d'Asie centrale en 1992 a détruit les infrastructures économiques et sociales qui étaient déjà fragiles. Pendant les cinq années qui ont suivi, la situation s'est détériorée au Tadjikistan malgré le cessez-le-feu sous le contrôle des Nations Unies négocié en 1994, et suivi par des élections présidentielles et parlementaires la même année. Cela étant, les tensions ont persisté sur la frontière tadjike-afghane et quelques groupes armés ont bravé le règlement politique précaire.
2. Malgré ces incertitudes, la stabilité relative a incité certains des 700 000 réfugiés et PDI à rentrer chez eux. Malheureusement, les combats ont repris fin 1996 et la situation s'est encore aggravée avec l'enlèvement de civils, parmi lesquels des membres du personnel des Nations Unies. L'augmentation de la criminalité, en même temps que le terrorisme, a plongé le pays dans le chaos.
3. Parallèlement à cette situation tragique, et après de difficiles négociations, une nouvelle espérance est née lorsque le gouvernement et une grande partie de l'opposition, rangée sous la bannière de l'Opposition tadjike unie, sont parvenus à un accord de paix en 1997 pour partager le pouvoir et stabiliser le pays.
4. Ces deux dernières années, l'accord a été respecté malgré les fractions dissidentes et les hors-la-loi. Le fait que le Tadjikistan ait pu organiser des élections présidentielles dans un climat plutôt calme et loyal, en novembre dernier, laisse bien augurer de la voie dans laquelle le pays s'engage. Les élections parlementaires pour la chambre basse ont eu lieu le 27 mars dernier, tandis que les sièges de la chambre haute se disputeront en avril. Ensuite, les institutions politiques tadjikes devront se préoccuper d'une tâche longtemps ignorée mais fondamentale—le relèvement.
5. Les organisations internationales, telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que les diplomates basés à Douchanbé et les responsables du gouvernement estiment qu'il faudra déployer des efforts énergiques afin de consolider la paix grâce au développement. Sans investir dans la paix, la menace omniprésente de dissensions ethniques, religieuses et politiques réapparaîtra certainement au Tadjikistan, créant un problème redoutable dans une région fertile en divisions.
6. Continuer à participer à ces efforts est un risque pour le PAM. Mais il s'agit d'un risque qui vaut la peine d'être pris car, comme d'autres parties prenantes le croient, le monde ne doit pas abandonner le Tadjikistan.
7. Le PAM restera au Tadjikistan et passera progressivement de l'alimentation d'urgence aux activités à l'appui du redressement et du relèvement. Le PAM rejoindra les autres organisations internationales dans la mission déterminante d'investir dans la paix au Tadjikistan.



## Analyse de la situation

8. Le Tadjikistan possède de considérables ressources minérales, qui restent pourtant largement inexploitées compte tenu des problèmes que pose la nature montagneuse de son sol. Avec la chute des revenus tirés des deux principales exportations, le coton et l'aluminium, les 6,1 millions d'habitants du Tadjikistan vivent dans le pays le plus pauvre de l'Asie centrale, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 330 dollars E.-U. Selon le rapport 1999 du PNUD sur le développement humain, l'Indicateur de développement humain (IDH) du Tadjikistan est de 0,665, ce qui le place au 108ème rang sur 174 pays. Le Tadjikistan est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).
9. Seuls sept pour cent de la superficie du Tadjikistan (143 100 km<sup>2</sup>) est cultivable. Le reste est formé de montagnes et de déserts. L'agriculture est traditionnellement le secteur principal de l'économie. La plupart des terres cultivées sont irriguées; le coton, principale culture commerciale, est entièrement tributaire de l'irrigation. La détérioration de l'infrastructure d'irrigation, le matériel vétuste, et le manque de terres arables, d'intrants et de compétences ont gravement compromis la production agricole. La nécessité de se procurer des devises, en même temps que la baisse des rendements à l'hectare, ont poussé le gouvernement à accroître les superficies consacrées à la culture du coton aux dépens de la production céréalière. De plus, le rendement à l'hectare des céréales a notablement diminué (moins 17 pour cent pour la seule année 1999) du fait de conditions météorologiques défavorables, de la détérioration du réseau d'irrigation, de la rouille brune, du charbon et de l'absence de fonds pour se procurer les intrants nécessaires en temps voulu.
10. Le gouvernement met en place un programme de restructuration de l'agriculture, qui prévoit le remplacement progressif des fermes d'Etat et des fermes collectives (*Sovkhoz* et *Kolkhoz*) par des fermes *Dekhan* (coopératives et associations conjointes d'actionnaires). Le processus de transition est lent et, en janvier 1999, huit pour cent seulement des terres arables de l'Etat avaient été transférées aux fermes *Dekhan* et 160 des 863 *Kolkhozes* avaient été transformés en exploitations privées de type divers.
11. Les fermes *Dekhan* ne sont pas complètement privées, en ce sens que le gouvernement exerce toujours une certaine forme de contrôle et qu'il poursuit son programme d'accroissement de la culture du coton. Les *Kolkhozes* sont non seulement responsables des terres agricoles d'Etat, mais sont également chargés des services sociaux destinés aux communautés rurales (santé, éducation, sécurité sociale, assainissement, etc.). L'abandon du système des *Kolkhozes*, sans qu'il soit remplacé par une autre structure, déplace ces responsabilités sur le gouvernement, qui manque de ressources financières pour combler le vide ainsi créé. Il est vraisemblable que cette situation affaiblira le secteur social et réduira encore l'appui aux groupes vulnérables dans les zones rurales dans l'immédiat. Cela signifie également qu'il faut continuer à apporter un soutien extérieur important, y compris une aide alimentaire, notamment aux pauvres qui ont faim et qui participent aux projets de location de terres à bail en tant que petits exploitants.
12. Les besoins céréaliers annuels du pays sont d'environ un million de tonnes, la production domestique de 1998/99 étant de 430 000 tonnes (environ 70 000 tonnes de moins qu'en 1997/98), le déficit céréalier s'élève donc à 570 000 tonnes. Le montant total de l'aide alimentaire n'a jamais dépassé 100 000 tonnes par an et sera vraisemblablement réduit, à court terme, car les donateurs délaissent la distribution directe au profit de la production agricole.
13. Des faits récents et éléments nouveaux dans la région, notamment l'augmentation de 15 pour cent du prix des céréales au Kazakhstan (le principal exportateur de céréales de la



région), la récente invasion d'acridiens en Russie et au Kazakhstan qui pourrait s'étendre à l'Ouzbékistan et au Kirghizistan, risquent d'avoir de graves répercussions sur la situation de la sécurité alimentaire dans la région, notamment au Tadjikistan, à un moment où les graves restrictions financières du gouvernement limitent sa capacité d'achat de blé sur les marchés internationaux.

14. Le Tadjikistan est également confronté à un grave problème de dégradation de l'environnement. L'érosion est très forte et provoque des déperditions de couches arables fertiles et d'eaux de surface. Le déboisement progresse à un rythme inquiétant, car les populations taillent les broussailles et les arbres pour leur besoins en bois de feu, ce qui entraîne de fréquentes catastrophes naturelles, tels des glissements de terrain et des inondations, qui sont cause de pertes de vies humaines, de biens et d'infrastructures.
15. La production réelle du Tadjikistan a diminué de plus de la moitié entre 1991 et 1996, du fait de facteurs extérieurs et intérieurs, dont l'origine principale est l'éclatement de l'Union soviétique. Le taux de croissance du PIB, qui était de deux pour cent en 1997, est passé à 5,8 pour cent en 1998, à la suite des accords de paix intervenus entre le gouvernement et l'Opposition tadjike unie en juin 1997. Il a reculé à cinq pour cent en 1999.
16. Le taux de chômage officiel est d'environ 40 pour cent et le taux d'inflation est passé de quelque 630 pour cent en 1995 à 43,4 pour cent en 1998. Ceci n'a fait qu'aggraver une situation déjà difficile, mettant quelque 85 pour cent de la population au-dessous du seuil de pauvreté et dans des conditions d'insécurité alimentaire.
17. Les indicateurs sociaux déclinent rapidement. Le système scolaire, dont les résultats étaient traditionnellement remarquables, se désagrège, avec le délabrement et la destruction des bâtiments, l'absence d'enseignants, de livres, de matériel et de chauffage. De nombreuses familles n'ont pas les moyens de fournir à leurs enfants en âge scolaire les vêtements et les chaussures dont ils ont besoin. De ce fait, les enfants se retrouvent dans la rue et deviennent des proies faciles pour la criminalité, les stupéfiants et le travail abusif des enfants. L'état de santé de la population a également diminué du fait de la pauvreté croissante, du délabrement des logements, de la mauvaise qualité des approvisionnements en eau et de la nutrition, aggravé par le quasi effondrement des services de santé. Les pauvres souffrent donc de l'inaccessibilité des services de santé de base et des médicaments. De plus, l'effondrement du système de protection sociale a affaibli les structures familiales et sociales. Cette situation est due au fait que la transition vers une économie de marché n'a pas été accompagnée d'un filet de sécurité social adéquat et contribue à l'appauvrissement du pays. De même, les mécanismes de survie de la grande majorité de la population ont été épuisés.
18. Une étude menée sur 1 085 ménages dans la province de Leninabad et dans la Région subordonnée à la République (RSR) par l'Agro action allemande en 1998, a montré que la détérioration de la nutrition est due principalement à la précarité de la sécurité alimentaire parce que les gens n'ont pas les moyens d'acheter des quantités suffisantes de nourriture. Les disponibilités alimentaires au niveau du ménage sont généralement faibles et l'état nutritionnel des enfants s'aggrave. Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle nationale menée par Action contre la faim (ACF) en septembre 1999, les taux de malnutrition sont les suivants:



Zone	Malnutrition			
	Aiguë		Chronique	
	Globale	Grave	Globale	Grave
Douchanbé	8,8	2,6	27,5	7,5
RSR	13,6	3,6	37,3	13,2
Leninabad	8,8	2,4	34,0	11,8
Khatlon	11,0	3,2	40,6	15,4

19. Malgré les différences de méthodologie, les deux études concluent à un taux élevé de malnutrition. Par ailleurs, selon une enquête sur la santé et la nutrition, menée dans la Région autonome des montagnes du Badakhshan en 1998, par la Fondation de l'Aga Khan, la situation s'est détériorée depuis la première enquête menée en 1994. Dans l'Oblast autonome de Gomo Baudakhshan, 6,1 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentaient un retard de croissance et 53,8 pour cent étaient émaciés.
20. Toutes les enquêtes relèvent une aggravation de la malnutrition, notamment chez les enfants. Le problème de la malnutrition concerne l'ensemble du pays, mais plus particulièrement la région de Khatlon et la Région autonome des montagnes du Badakhshan. Dans ces zones, le PAM réalise directement des distributions gratuites de vivres (en l'absence de partenaires d'exécution qualifiés), des activités VCT et des programmes de location de terres à bail. Ailleurs, par exemple dans la RSR et la région de Leninabad, le PAM agit par l'intermédiaire des ONG.
21. Le FMI et la Banque mondiale ont noté (*Tajikistan Country Overview, 1999*) que le gouvernement avait rétabli une certaine stabilité macro-économique grâce à un programme d'ajustement, mais la situation économique générale reste précaire. L'effondrement de l'économie russe a eu des effets désastreux sur l'économie du Tadjikistan, notamment dans le nord du pays où les deux tiers des disponibilités monétaires sont encore des roubles russes, qui ont dévalué quatre fois par rapport au dollar des États-Unis depuis août 1998. Une stratégie économique plus cohérente et une orientation plus nette devraient se matérialiser après les élections parlementaires.
22. Le gouvernement, le PAM et d'autres organismes donateurs ont œuvré en commun pour atténuer ces problèmes par le biais d'interventions conjointes. Ces efforts devront être poursuivis et renforcés grâce à des opérations de secours et de redressement, tout au moins jusqu'à la fin de l'an 2002, afin de parvenir à une certaine autosuffisance et à une sécurité alimentaire minimale au niveau des ménages, de renforcer les capacités institutionnelles et de créer le contexte voulu pour un programme de développement durable à long terme.

### La situation des femmes

23. La guerre civile de 1992 au Tadjikistan a eu des effets plus ou moins importants sur la vie de toutes les femmes—urbaines ou rurales, Russes ou Tadjikes, communistes ou islamiques. "La guerre semble avoir affecté les hommes comme les femmes" indique Shahrbanou Tajbakhsh dans un article sur "Les femmes et la guerre au Tadjikistan". Elle poursuit: "Ce sont les hommes qui se battaient et ceux qui participaient de manière écrasante aux groupes politiques sont devenus des militants. Cependant la victimisation des femmes dans des situations de conflit a également été sexospécifique (...)". Que ce soit au titre de futures mères dans une société dévastée par les inefficacités économiques et





médicales, amplifiées par la guerre, réfugiées dans des terres hostiles, femmes de dissidents, veuves et mères de “martyrs”, les femmes, en tant que catégorie, ont également été des victimes dans cette guerre. Cependant les femmes ont été aussi des instruments du changement. Dissidentes elles-mêmes et organisatrices de comités de femmes, elles ont contribué à la direction de leur société.

24. Au Tadjikistan, les femmes et les hommes bénéficient de la même protection juridique, notamment en ce qui concerne l'éducation et le droit de propriété privée. Selon l'Indicateur sexospécifique du développement humain (PNUD), en 1999, le taux d'alphabétisme était de 98,3 chez les femmes et de 99 pour cent chez les hommes. Faisant partie de l'ex-Union soviétique, où l'égalité entre hommes et femmes était l'un des piliers de l'action gouvernementale, le statut des femmes au Tadjikistan ne constitue pas un problème culturel. Dans 45 unités administratives réparties dans l'ensemble du pays, les femmes occupent des postes de président adjoint et dans cinq unités elles sont à la tête de l'administration. Environ 18 pour cent des fonctionnaires du gouvernement sont des femmes. Elles travaillent à des niveaux divers: sept pour cent dans des ministères et 21 pour cent dans les Comités d'Etat; en outre, 11 pour cent (deux sur 18) des ministres du Tadjikistan sont des femmes. Lors du remaniement ministériel de janvier 2000, l'un des cinq Vice Premiers nommés par le Président, est une femme. Le problème des femmes au Tadjikistan est lié à l'aggravation de la situation socio-économique générale, qui les touche plus directement.
25. Depuis 1991, cependant, les femmes ont beaucoup plus souffert de la guerre civile et de la régression économique, notamment dans les zones rurales. Selon l'Indicateur du PNUD susmentionné, le PIB réel par habitant était en 1997 de 850 dollars pour les femmes et de 1 404 dollars pour les hommes. Les femmes ne reçoivent que 60,54 pour cent du revenu des hommes. A la suite de la détérioration rapide des infrastructures de soins de santé et de la modification du régime alimentaire, qui comporte des aliments moins nutritifs, le taux d'anémie se situe entre 70 et 80 pour cent chez les femmes et celui de malnutrition est de 60 pour cent chez les femmes enceintes.
26. Du fait de la guerre civile et du taux élevé de divorce dans le pays, le nombre de ménages dirigés par des femmes est considérable, et dans la plupart des cas ils sont très pauvres et ont besoin d'aide, notamment alimentaire. Le nombre de femmes bénéficiant de l'aide des ONG en 1999 était de 115 000 sur un total de 240 000, soit 48 pour cent. Pendant la même année, le nombre de bénéficiaires de l'aide du PAM était de 372 182 dont 192 116 femmes, soit 51,62 pour cent.
27. Le gouvernement et les organisations internationales et nationales se préoccupent des problèmes des femmes, leur offrent des possibilités de devenir indépendantes et leur donnent une base économique afin de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Par exemple, le nombre d'ONG s'occupant des problèmes spécifiques des femmes est passé de deux en 1995 à 71 en 1999.
28. Le PAM travaille de plus en plus avec les ONG locales et s'efforce d'obtenir l'aide d'autres institutions. Le champ des activités est très varié; il s'agit, par exemple, de projets de location à bail des terres, de cours de formation professionnelle, de centres de couture, d'alimentation complémentaire dans les centres de maternité, de programmes d'alimentation scolaire et d'activités rémunératrices. Le nombre total de femmes bénéficiant de ces projets est de 20 425.
29. Le PAM a concentré environ 70 pour cent de ses activités dans le sud du pays, qui est la région la plus pauvre et qui a le plus souffert de la guerre. Le PAM exécute directement 95 pour cent de son programme dans le sud et s'appuie sur les ONG pour les cinq pour





cent restants. Quatre-vingt-quinze pour cent des projets mis en place par le PAM sont gérés par des femmes et le personnel supérieur du bureau auxiliaire est composé surtout de femmes. Environ 40 pour cent du personnel du PAM sont des femmes. Pour le moment, le PAM n'a pas de bureau de terrain dans le nord, et il n'y a qu'une personne qui surveille les activités par le biais des ONG. Le PAM étudie la possibilité d'ouvrir un tel bureau de terrain.

## AIDE DU PAM A CE JOUR

30. Le PAM a mené à bien trois phases d'opérations d'urgence entre 1993 et juin 1999, fournissant au total 101 000 tonnes d'aide. Pendant cette période, le PAM a distribué des rations supplémentaires à ceux qui étaient le plus gravement touchés par la guerre civile: retraités, ménages sans soutien économique, invalides et personnes vivant en institutions. Des activités VCT, de formation et génératrices de revenus ont également été entreprises pendant cette période. Le programme de location de terres à bail, qui a démarré sur une base pilote en 1996, est devenu une activité majeure vers la fin de la phase d'urgence. Environ 9 446 hectares de terres ont été remis en état dans la région de Khatlon, avec la participation directe de 17 000 bénéficiaires, dont 57 pour cent de femmes.
31. Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation de 1997, on est passé progressivement des secours aux activités de redressement, et le nombre des bénéficiaires de l'alimentation des groupes vulnérables a été réduit de 20 pour cent en avril 1999. D'autres réductions sont effectuées en faisant passer progressivement les bénéficiaires aux activités VCT et génératrices de revenus.
32. Une opération d'urgence a été suivie par une IPSR, qui a été approuvée en mai 1999 par le Conseil d'administration (document WFP/EB.2/99/5-B/4) pour une durée d'un an, du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. L'IPSR couvre 370 000 bénéficiaires avec un engagement de 50 082 tonnes de produits.

## Justification

33. Un cadre général pour les activités du PAM au Tadjikistan a été présenté dans le schéma de stratégie de pays (SSP), examiné par le Conseil d'administration en octobre 1996 (document WFP/EB.3/96/Add. 5). Le SSP indiquait qu'il fallait élargir le programme à des opérations autres que le simple secours et appuyer les activités de redressement et de développement telles que la remise en état des infrastructures rurales et urbaines, ainsi que la promotion des parcelles privées pour renforcer la sécurité alimentaire des ménages. La phase IPSR est une période de transition visant à favoriser l'autosuffisance des bénéficiaires en assurant leur sécurité alimentaire au niveau du ménage et en renforçant leur productivité et leurs avoirs productifs. Cette phase devrait servir de transition pour un programme d'aide au développement à plus long terme.
34. La situation sociale et économique du Tadjikistan ne s'est pas vraiment améliorée depuis que le SSP a été élaboré, en 1996, et l'évolution récente ne laisse prévoir aucun changement à cet égard dans un prochain avenir. Il est donc prudent de partir du principe qu'une aide extérieure restera nécessaire pour résoudre les problèmes fondamentaux d'insécurité alimentaire. L'aide alimentaire reste une forme d'aide appropriée au Tadjikistan du fait de la gravité de l'insécurité alimentaire au niveau des ménages, de l'insuffisance probable des disponibilités alimentaires par rapport aux besoins estimés et du manque de pouvoir d'achat de segments importants de la population pour faire face aux besoins alimentaires de base.



35. Selon la Banque mondiale (*1999 Country Overview*), il y a au Tadjikistan environ 1 million de personnes pauvres et démunies, et qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë ou chronique. Le processus d'appel global de 1999 note qu'il y a environ 1,4 million de personnes vulnérables, ce qui représente 23 pour cent de la population totale du pays. Trente pour cent des personnes vulnérables sont démunies et 70 pour cent extrêmement pauvres. Diverses enquêtes nutritionnelles confirment le degré élevé de malnutrition dans les groupes vulnérables et chez les enfants de moins de cinq ans.
36. *Save the Children Fund* (SCF–Etats-Unis) a mené une enquête socio-économique dans toutes les régions du Tadjikistan en 1998, financée par l'USAID, en utilisant la définition de la sécurité alimentaire de l'Office humanitaire de la Communauté européenne, soit garantir l'accès par le ménage, principalement par la production ou l'achat, à une quantité suffisante d'aliments nutritifs pour mener une vie saine, sans aide alimentaire. En ajoutant l'aide alimentaire, la même définition a été utilisée pour l'insuffisance alimentaire. En basant son analyse sur la consommation par habitant des principaux articles alimentaires par ménage, l'enquête conclut que 23 pour cent des ménages sont dans une situation d'insécurité alimentaire et 18 pour cent dans une situation d'insuffisance alimentaire.
37. Une enquête menée par Agro action allemande sur la nutrition, la santé et l'insécurité alimentaire, a étudié les mécanismes de survie en cas de pénuries alimentaires et de revenus insuffisants des populations. Deux tiers des ménages indiquent qu'ils se contentent de portions alimentaires plus petites et qu'ils optent pour des aliments moins chers. Pour faire face en partie aux problèmes financiers dus au chômage et/ou au bas niveau des salaires, ils cultivent les propres produits, font un peu d'élevage, travaillent pour des employeurs privés, font du troc ou du petit commerce.

## PLAN D'EXECUTION

### Objectifs et buts

38. Le but ultime de la présente IPSR est d'investir dans la paix et le redressement au Tadjikistan.
39. Pour y parvenir, le PAM aidera les groupes les plus vulnérables à trouver une sécurité alimentaire minimale, appuyant ainsi le processus de relèvement et de développement pendant cette période délicate de transition économique et sociale.
40. Dans ce contexte, les objectifs spécifiques sont les suivants:
- aider au relèvement et au développement du pays, la priorité étant donnée aux activités ayant pour but d'accroître la productivité et de créer des avoirs durables, en visant notamment les femmes;
  - donner aux bénéficiaires la possibilité de devenir autonomes;
  - aider les enfants qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire prononcée et souffrent de grave malnutrition;
  - contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des groupes vulnérables.

## COMPOSANTES CLES DU PROGRAMME

41. La présente IPSR comprend deux composantes de programme:



- **Le programme de secours** fournira une aide alimentaire aux ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. Le ciblage sera fonction des critères de vulnérabilité indiqués par le bureau du PAM au Tadjikistan en collaboration avec les ONG. Les rapatriés et les victimes de catastrophes seront pris en charge séparément par le biais des programmes de planification d'urgence du PAM. En ce qui concerne l'état nutritionnel des enfants, des programmes spécifiques seront mis en place. Ils seront exécutés par les ONG et le gouvernement. L'aide du PAM, par le biais de l'alimentation scolaire, permettra aux enfants d'aller à l'école.
- **Le programme de redressement** sera axé sur l'autosuffisance, travaillant à la remise en état des actifs agricoles par le biais des activités VCT et à la sécurité alimentaire durable en utilisant l'aide alimentaire à l'appui des programmes de location des terres à bail. Les vivres pour la formation serviront aux projets liés à la formation, tels l'amélioration des compétences des petits agriculteurs et la formation en matière économique et commerciale des femmes dans le secteur des petites entreprises. Les projets générateurs de revenus serviront à créer de petites entreprises, offrant des emplois aux membres les plus pauvres et aptes au travail des communautés locales.

## Programme de secours prolongé

### Groupes vulnérables

42. L'objectif est de réduire progressivement le nombre de bénéficiaires de 250 000 dans l'IPSR en cours à 200 000 au cours de la première année de la nouvelle IPSR et à 185 000 l'année suivante. Pour y parvenir, le ciblage sera perfectionné grâce à des études d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV), et notamment en faisant participer les bénéficiaires aptes aux activités VCT. Cette réduction sera effectuée en consultation avec les responsables de district et au niveau local, au cas par cas, dans chaque district et au sein des catégories de groupes vulnérables. On estime qu'environ 60 pour cent des bénéficiaires seront des femmes. Les distributions seront effectuées sous la supervision de surveillantes du PAM et en collaboration avec les autorités locales.

### Rapatriés et victimes de catastrophes

43. Le Tadjikistan est sujet à des catastrophes naturelles, telles que les glissements de terrain, les coulées de boue et les inondations, qui se produisent tous les ans. En juillet 1999, le nord du Tadjikistan a été gravement touché par des inondations et des glissements de terrain, qui ont fait 720 victimes et causé des dégâts considérables aux infrastructures. La région autonome des montagnes du Badakhshan, en particulier, est sujette à des glissements de terrain et autres catastrophes naturelles presque tous les ans. Le PAM continuera d'aider les victimes de ces catastrophes.
44. Il existe plusieurs mécanismes de coordination pour l'atténuation des catastrophes, aux niveaux national et régional. Le gouvernement a renforcé la coordination entre le Ministère d'Etat chargé des situations d'urgence et les organisations internationales. Le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le bureau régional du PAM sont tous deux équipés pour répondre aux besoins des victimes de catastrophes. Les liens avec le bureau régional, notamment pour ce qui concerne l'utilisation de la même filière d'acheminement des vivres, permettent d'intervenir en cas de catastrophes naturelles avec une grande souplesse. Les réunions du Comité de coordination de l'aide alimentaire, présidé par le PAM, constituent également un mécanisme pour la coordination de l'aide alimentaire en cas de catastrophes. Par ailleurs, la phase d'élargissement prévoit une provision pour imprévus qui permettrait de prendre en charge jusqu'à 20 000 bénéficiaires.



En cas de catastrophes de grande envergure, il faudrait toutefois se procurer d'autres ressources au titre d'une intervention d'urgence distincte.

45. Le PAM continuera de venir en aide aux rapatriés en collaboration avec le HCR, la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT) et le PNUD dans le cadre d'activités VCT.

### **Santé et nutrition**

46. Les familles avec des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition recevront des rations alimentaires supplémentaires dans les centres de soins de santé primaires (connus localement sous le nom de *feldsher akkusherski punht*–FAP). Un plan a été mis au point pour permettre aux agents sanitaires de détecter les familles dont les enfants souffrent de malnutrition. Chacune d'entre elles recevra quatre rations quotidiennes pendant une période de six mois. Elles recevront aussi des renseignements importants en matière de santé et de nutrition, et le rapport du poids pour la taille des enfants sera surveillé. De plus, dans chaque centre des vivres seront distribués à trois agents sanitaires pour les inciter à une présence régulière.

### **Alimentation scolaire**

47. Le Tadjikistan pouvait autrefois s'enorgueillir d'un taux d'alphabétisation voisin de 100 pour cent. Après l'effondrement de l'ex-Union soviétique et la terrible guerre civile, le système d'éducation est en plein désarroi. Le taux de fréquentation des écoles primaires est en baisse d'environ 65 pour cent. Le PAM se propose donc d'encourager la fréquentation scolaire et d'améliorer la nutrition de enfants en poursuivant son programme d'alimentation scolaire, en collaboration avec les ONG internationales et nationales.

## **Activités de redressement/relèvement**

### **Activités de sécurité alimentaire**

48. Le programme de location de terres à bail est la principale activité dans ce domaine. Dans le cadre de ce programme, des groupes de bénéficiaires pauvres disposent de terres louées pour une période de quatre ans afin de faire des cultures, essentiellement du blé et du maïs. Le PAM fournit aux participants de la farine de blé pendant la première année, qui leur permet de couvrir les besoins de subsistance de leur famille, pendant qu'ils s'occupent de leur terres et attendent la récolte. On estime que la production augmentera de 25 à 30 pour cent. Ce programme devrait donc améliorer notablement la sécurité alimentaire et l'autonomie économique des participants. Les terres irriguées pouvant entrer dans le cadre du programme de location de terres à bail seront vraisemblablement plus difficiles à trouver du fait de l'expansion de la production de coton et de la privatisation des fermes collectives. En conséquence, ce programme aura de plus en plus recours aux terres en jachère et non irriguées, ce qui nécessitera des activités supplémentaires de remise en état, notamment pour l'irrigation.
49. L'un des principaux problèmes que le programme de location risque de rencontrer est l'absence de système juridique solide garantissant l'application des accords et des lois. Les élections parlementaires devraient permettre au gouvernement de prendre une position nette sur les accords tripartites entre les bénéficiaires, le *Kolkhoz*/propriétaire foncier, et le PAM.
50. Le PAM s'est engagé dans le programme de location de terres à bail dès le début avec l'appui constant du gouvernement. Il n'est pas exclu, cependant, que les autorités



reprennent les terres à la fin du bail de quatre ans. Le PAM a fait part au gouvernement de sa position à cet égard et a souligné qu'une telle action serait de nature à compromettre l'aide future. Le PAM et la communauté internationale à Douchanbé, y compris la Banque mondiale, estiment que la poursuite de l'appui du PAM constitue un risque valant la peine d'être pris, compte tenu du nombre des bénéficiaires retirés. Il s'agit non seulement d'augmenter la production vivrière, mais aussi de mettre en place les bases de la propriété privée et d'une toute nouvelle autonomie.

### **Activités vivres-contre-travail (VCT)**

51. Les activités VCT sont l'un des instruments les plus utiles pour faciliter le passage des secours au relèvement au Tadjikistan. Elles permettent de faire participer des ménages et des individus à des activités durables qui améliorent leur niveau de vie. Ces activités sont très bien accueillies par la population locale et les autorités locales. Les méthodes faisant participer la communauté à l'identification, à la conception et à l'exécution des activités VCT signifient non seulement que l'aide alimentaire est autociblée, mais aussi qu'elles renforcent les capacités locales et aident à assurer la durabilité des actifs créés.
52. Les travaux de reboisement, de construction de terrasses dans les champs et de protection des terres ont commencé sur une échelle modeste pendant la phase en cours de l'IPSR. Le potentiel d'expansion de ce secteur est considérable. Les autres activités VCT pourraient inclure la remise en état des routes, des maisons, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures urbaines et rurales, le curage des canaux et les équipements d'assainissement, et les travaux de prévention des inondations.
53. Comme mentionné plus haut, l'absence de système juridique solide et les problèmes encore non résolus en matière de privatisation et d'entreprises privées sont les principaux obstacles à la durabilité des projets. L'implantation des projets VCT sur une grande échelle est également une question préoccupante. Procéder aux réformes nécessaires et assurer leur application sont des défis majeurs que le Président et le Parlement nouvellement élus devront relever.

### **Recommandations de la mission d'évaluation**

54. La mission d'évaluation de novembre 1997 (WFP/EB.3/98/5/2) a noté:
  - la nécessité d'améliorer le ciblage des bénéficiaires dans le cadre du programme d'alimentation des groupes vulnérables;
  - la nécessité de passer progressivement des secours aux activités de relèvement;
  - la réussite initiale du programme de location de terres à bail;
  - la nécessité d'un engagement plus important du Gouvernement du Tadjikistan et des communautés afin de compléter l'aide du PAM.

### **Activités rémunératrices et vivres pour la formation**

55. L'aide alimentaire appuiera les activités génératrices de revenus, notamment celles destinées aux femmes, telles l'apiculture, l'élevage, la pisciculture et la multiplication des semences. Les produits alimentaires serviront également à renforcer le potentiel productif de groupes variés par le biais de la formation professionnelle dans les domaines suivants: couture, grosse menuiserie et artisanat.
56. Les programmes seront choisis compte tenu de critères d'efficacité et de durabilité et de la manière dont ils réussissent à cibler les pauvres. Un comité d'examen du projet dans le



bureau de pays (composé du directeur de pays, du chargé de programme, du chargé de l'administration et des finances, du chargé des rapports, du chargé de la logistique et des assistants de programme locaux) étudiera de manière approfondie toutes les propositions de projets, en s'attachant particulièrement aux points suivants:

- rôle de l'aide alimentaire;
- faisabilité technique et logistique;
- ciblage des bénéficiaires;
- création d'actifs et les principaux bénéficiaires;
- participation des femmes;
- contribution de la communauté et des partenaires d'exécution;
- risques pour l'environnement;
- capacité d'exécution.

### Articles non alimentaires

57. Le PAM propose d'inclure des articles non alimentaires dans le cadre de la présente ISPR à la demande des partenaires d'exécution. Un montant de 100 000 dollars a donc été affecté à la fourniture d'outils agricoles, de matériaux de construction, de pompes et autres articles du même ordre.

## RÉSUMÉ DES RATIONS ALIMENTAIRES, BÉNÉFICIAIRES DU PAM ET BESOINS GÉNÉRAUX

### Rations quotidiennes (grammes)

Activité	Nombre de jours d'alimentation	Produit			
		Farine de blé	Huile végétale	Sucre	Sel iodé
Secours aux victimes de l'insécurité alimentaire	365	200	15	10	5
Programme de location de terres à bail	250	2 400	-	-	-
Activités de redressement	150	3 000	-	-	-
Santé et nutrition	180	200	15	10	5
Alimentation scolaire	180	175	15	-	5
Activités rémunératrices et formation	150	3 000	-	-	-
Autres (catastrophe/secours)	90	400	30	15	5

## BÉNÉFICIAIRES DU PAM ET BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES



Première année	Bénéficiaires			Besoins (tonnes)				TOTAL
	Hommes	Femmes	TOTAL	Farine de blé	Huile végétale	Sucre	Sel	
Secours aux victimes de l'insécurité alimentaire	80 000	120 000	200 000	14 600	1 095	730	365	16 790
Programme de location de terres à bail	6 000	9 000	15 000	9 000	-	-	-	9 000
Activités de redressement	15 000	10 000	25 000	11 250	-	-	-	11 250
Santé et nutrition	8 000	13 000	21 000	756	57	38	19	870
Alimentation scolaire	5 000	6 000	11 000	347	30	-	10	387
Activités rémunératrices et formation	1 000	4 000	5 000	2 250	-	-	-	2 250
Autres (catastrophe/secours)	5 000	5 000	10 000	360	27	14	5	406
<b>Total partiel</b>	<b>120 000</b>	<b>167 000</b>	<b>287 000</b>	<b>38 563</b>	<b>1 209</b>	<b>782</b>	<b>399</b>	<b>40 953</b>

### BÉNÉFICIAIRES DU PAM ET BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

Seconde année	Bénéficiaires			Besoins (tonnes)				TOTAL
	Hommes	Femmes	TOTAL	Farine de blé	Huile végétale	Sucre	Sel	
Secours aux victimes d'insécurité alimentaire	74 000	111 000	185 000	13 505	1 013	675	338	15 531
Programme de location de terres à bail	6 000	9 000	15 000	9 000	-	-	-	9 000
Activités de redressement	21 000	14 000	35 000	15 750	-	-	-	15 750
Santé et nutrition	9 000	16 000	25 000	900	68	45	23	1 036
Alimentation scolaire	5 000	6 000	11 000	347	30	-	10	387
Activités rémunératrices et formation	1 500	5 500	7 000	3 150	-	-	-	3 150
Autres (catastrophe/secours)	5 000	5 000	10 000	360	27	14	5	406
<b>Total partiel</b>	<b>121 500</b>	<b>166 500</b>	<b>288 000</b>	<b>43 012</b>	<b>1 138</b>	<b>734</b>	<b>376</b>	<b>45 260</b>

### TOTAL DES BESOINS (DEUX ANS)

	Bénéficiaires			Besoins (tonnes)				TOTAL
	Hommes	Femmes	TOTAL	Farine de blé	Huile végétale	Sucre	Sel	





<b>TOTAL DES BESOINS (DEUX ANS)</b>								
	<b>Bénéficiaires</b>			<b>Besoins (tonnes)</b>				<b>TOTAL</b>
	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>TOTAL</b>	<b>Farine de blé</b>	<b>Huile végétale</b>	<b>Sucre</b>	<b>Sel</b>	
Secours aux victimes de l'insécurité alimentaire	154 000	231 000	385 000	28 105	2 108	1 405	703	<b>32 321</b>
Programme de location de terres à bail	12 000	18 000	30 000	18 000	-	-	-	<b>18 000</b>
Activités de redressement	36 000	24 000	60 000	27 000	-	-	-	<b>27 000</b>
Santé et nutrition	17 000	29 000	46 000	1 656	125	83	42	<b>1 906</b>
Alimentation scolaire	10 000	12 000	22 000	694	60	-	20	<b>774</b>
Activités rémunératrices et formation	2 500	9 500	12 000	5 400	-	-	-	<b>5 400</b>
Autres (catastrophe/secours)	10 000	10 000	20 000	720	54	28	10	<b>812</b>
<b>TOTAL</b>	<b>241 500</b>	<b>333,500</b>	<b>575 000</b>	<b>81 575</b>	<b>2 347</b>	<b>1 516</b>	<b>775</b>	<b>86 213</b>

### Approche d'activité

58. Pour les raisons indiquées plus haut, un programme de secours prévoyant la distribution gratuite de produits alimentaires aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables se poursuivra pendant la phase d'élargissement, mais à un niveau très réduit. Le ciblage sera affiné par le biais des études ACV et sur la base des résultats de l'enquête nutritionnelle nationale menée en septembre 1999. La catégorie des retraités et des invalides sera examinée avec attention et seuls les retraités de plus de 60 ans et sans soutien familial seront inclus.
59. La priorité de la présente IPSR sera, toutefois, la remise en état et la création d'actifs durables par le biais d'activités VCT qui cibleront les pauvres qui ont faim désireux et aptes à s'engager vers l'autosuffisance. La plupart des activités seront liées à la remise en état des infrastructures, au programme de location de terres à bail, à la remise en état des écoles et des hôpitaux, à la rénovation des canaux d'irrigation, au reboisement et à la protection des terres grâce à des mesures de lutte contre l'érosion. La priorité sera accordée aux zones où les conditions permettront de faire passer les bénéficiaires de l'alimentation des groupes vulnérables aux activités VCT. Un grand nombre des bénéficiaires directs des programmes de distribution gratuite deviendront probablement des bénéficiaires indirects du fait de la participation de membres de leur famille aux activités VCT et de location de terres à bail.
60. Les activités génératrices de revenus, telles l'élevage de volailles, l'apiculture, l'élevage de canards, les jardins potagers, la grosse menuiserie et la couture, seront conçues spécialement pour les femmes afin de leur fournir des moyens de subsistance durables.
61. Dans le domaine de la santé et de la nutrition, les activités prévues sont notamment la reconstruction des installations de santé, la formation aux soins de santé primaires, l'appui hospitalier, l'éducation nutritionnelle, l'appui aux programmes de lutte contre le paludisme et l'alimentation supplémentaire ciblée pour les enfants souffrant de grave malnutrition.



62. Le PAM interviendra, le cas échéant, en cas de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et continuera de fournir de petites quantités d'aide aux rapatriés de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et d'Asie centrale.
63. L'approche-programme adoptée sera suffisamment souple pour que les ressources puissent être transférées d'une activité à l'autre selon les besoins pendant l'exécution de l'IPSR.
64. La capacité d'exécution du Gouvernement du Tadjikistan est très limitée. En conséquence, l'alimentation des groupes vulnérables et une partie du programme de location des terres à bail seront exécutées directement par le PAM en coopération avec les autorités locales. Les activités VCT seront mises en œuvre par le biais des ONG internationales et locales et en coopération avec les autorités locales dans les cas où celles-ci acceptent de fournir des articles non alimentaires, du matériel et autre appui.
65. A ce jour, la grande majorité des activités du PAM sont situées dans le Khatlon et dans la Région autonome des montagnes Badakhshan. La crise économique en Russie a frappé la région du nord qui était considérée comme relativement prospère. Compte tenu de l'amélioration de la sécurité, certaines parties de la RSR se sont ouvertes et des activités VCT ont démarré en collaboration avec les ONG.

### Arrangements institutionnels et choix des partenaires

66. Au Tadjikistan, la coordination est très bien assurée entre les diverses institutions des Nations Unies et la communauté des ONG. Le Représentant spécial du Secrétaire général tient des réunions périodiques avec toutes les institutions des Nations Unies, ainsi qu'avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et avec d'autres organisations internationales. Le Coordonnateur résident/Coordonnateur des affaires humanitaires coordonne l'aide humanitaire au Tadjikistan. Le PAM assure la présidence des réunions du Comité de coordination de l'aide alimentaire qui se tiennent toutes les deux semaines et auxquelles participent toutes les organisations, institutions et ONG concernées par l'aide alimentaire afin d'examiner les programmes et les politiques et de partager les expériences de terrain. Le 17 janvier 2000, les institutions des Nations Unies au Tadjikistan ont présenté une étude du processus d'appel global à l'OCHA d'un montant de 30,2 millions de dollars, dont 19,2 millions de dollars pour des produits de base afin de renforcer la sécurité alimentaire.
67. Dans le cadre du système des Nations Unies, le PAM collabore principalement avec le HCR, le PNUD, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le Programme donne la possibilité aux familles les plus pauvres de participer à des activités VCT. Le HCR et le PNUD fournissent les articles non alimentaires et l'appui technique. Le PAM travaille également avec les Centres de développement communautaire du PNUD, qui mettent en œuvre les activités VCT et les activités génératrices de revenu. Le PNUD retire progressivement son aide à ce programme, mais le PAM continuera à utiliser les structures des centres de développement communautaire pour réaliser les VCT et les activités génératrices de revenus avec la participation locale. Le PAM aide également l'OMS dans sa campagne de lutte contre le paludisme et ses programmes de santé publique. Le PAM a également établi des partenariats avec plusieurs ONG, notamment pour des activités de relèvement et des projets d'alimentation des groupes vulnérables dans les régions où le PAM n'est pas directement impliqué.
68. Le PAM travaille avec les ONG internationales suivantes:



- Agro action allemande (distribution gratuite de vivres, remise en état de routes et de canaux, reboisement dans la RSR et la région de Leninabad);
  - *Shelter Now International* (logements endommagés dans la région de Khatlon);
  - *Mercy Corps International* (urgence, santé et assainissement dans la RSR et la région de Khatlon);
  - Agence de la coopération et du développement (curage des canaux, fabrication de moustiquaires et élevage par des femmes, reboisement dans les régions de Leninabad et de Khatlon);
  - Fondation de l'Aga Khan (activités VCT dans la Région autonome des montagnes Badakhshan);
  - SCF-Royaume-Uni (activités génératrices de revenus dans la région de Khatlon);
  - Mission *Øst* (distribution gratuite d'aliments supplémentaires et projets VCT dans le région de Khatlon);
  - ACF (alimentation supplémentaire pour les enfants souffrant de malnutrition dans la région de Khatlon).
69. Le PAM travaille également avec plusieurs ONG locales enregistrées dans de petites activités VCT, de formation ou génératrices de revenus.

### Renforcement des capacités

70. Le renforcement des capacités du personnel national, des contreparties, des partenaires d'exécution et des autorités locales reste une tâche importante. Le renforcement des capacités des partenaires d'exécution, notamment des ONG locales en matière de gestion des vivres, se poursuivra. Le bureau de pays a acquis les capacités nécessaires en matière d'ACV, de systèmes d'informations géographiques et de questions de sécurité alimentaire avec l'aide du bureau régional et de l'unité ACV au siège.
71. Les populations locales ont hérité d'un système agricole excessivement mécanisé et un grand mépris pour le travail manuel. Le PAM modifie progressivement cette attitude et aidera à développer les capacités des populations à entreprendre des travaux à forte intensité de main-d'œuvre dans le cadre de programmes VCT, notamment avec des activités de remise en état des terres et de reboisement. Le PAM continuera à diffuser ses politiques et ses stratégies à tous les niveaux du gouvernement et des administrations locales.

### Zones ciblées

72. L'aide alimentaire au Tadjikistan cible ceux qui en ont le plus besoin. Les groupes les plus vulnérables reçoivent directement des rations supplémentaires, et un grand nombre de chômeurs, pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, participent à des activités VCT et génératrices de revenus. Toutefois, le Ministère du travail et de la protection sociale a enregistré les cas vulnérables sur la base des catégories de cas sociaux, qui ne correspondent pas nécessairement à ce que le PAM entend par personnes les plus vulnérables. Le PAM cible donc les bénéficiaires en étroite collaboration avec les autorités locales (*hukumats* et *jamohats*) et surveille les distributions alimentaires. De nombreux surveillants du PAM sont des femmes qui se rendent auprès des ménages et sont essentielles pour définir et établir la liste des bénéficiaires. Le PAM prévoit de constituer une base de données qui comprendra les noms des bénéficiaires afin de suivre de près le



passage de l'alimentation des groupes vulnérables aux activités VCT et génératrices de revenus, et éviter le double emploi.

73. Au cours du premier semestre 2000, le bureau du PAM au Tadjikistan, avec l'aide de l'administrateur régional ACV, commencera à définir les zones de sécurité alimentaire dans l'ensemble du pays. Le bureau du PAM au Tadjikistan collabore actuellement avec des ONG, telles que ACF, Agro action allemande et Mission Øst, pour mettre au point des indicateurs et des critères de sécurité alimentaire qui permettront de cibler plus efficacement les ménages les plus pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. L'Unité ACV s'appuiera sur les travaux de diverses organisations, notamment la Banque mondiale, SCF-Etats-Unis, HCR, ACF et Agro action allemande. A la fin de la phase actuelle de l'IPSR, l'Unité ACV devrait fournir des directives fiables pour améliorer le ciblage. Le bureau du PAM au Tadjikistan a déjà acquis les capacités nécessaires pour établir des cartes. La personne chargée de cette activité a reçu une formation qui se poursuivra pendant la présente IPSR.
74. L'approche en matière de ciblage a été modifiée de la manière suivante:
- a) Ciblage actuellement basé sur les catégories utilisées par le gouvernement—approche individuelle:
    - retraités;
    - invalides;
    - ménages dirigés par des femmes avec des enfants de trois à 15 ans;
    - orphelins vivant avec un tuteur.
  - b) Ciblage basé sur une approche de ménage. Les ménages les plus vraisemblablement en situation d'insécurité alimentaire:
    - disposant de moins d'un hectare de terres;
    - ménage ne possédant pas de bétail;
    - ménage où il n'y a pas d'adulte masculin;
    - ménage sans épargne;
    - ménage dirigé par une femme;
    - retraité vivant seul uniquement (zone urbaine);
    - ménage de rapatriés;
    - la preuve de mécanismes de survie négatifs, par exemple, ne pas envoyer les enfants à l'école.

## Suivi et évaluation

75. Les surveillants effectueront des vérifications de routine pour toutes les activités. Pendant les périodes de distribution d'alimentation des groupes vulnérables, les surveillants vérifieront que les vivres ne sont distribués qu'aux bénéficiaires enregistrés, que ceux-ci reçoivent les rations et quantités voulues et que les registres sont tenus correctement. En ce qui concerne les activités VCT, les surveillants examineront également les réalisations par rapport aux objectifs prévus et suggéreront des mesures correctives le cas échéant. Ils se rendront sur des sites de projet choisis au hasard afin de vérifier la quantité et la qualité des travaux entrepris, et interrogeront les bénéficiaires (suivi par contact) sur leur perception du projet et sur la mesure dans laquelle ils profitent



des actifs créés. Différents indicateurs de résultats vérifiables seront mis au point pour évaluer les progrès matériels accomplis dans chaque activité par rapport aux objectifs annoncés. Notamment, les informations collectées concernant les participants et les bénéficiaires seront ventilées par sexe.

76. Compte tenu de l'expérience antérieure et des travaux de l'équipe d'évaluation de l'impact de l'aide alimentaire mise en place par le bureau régional, les surveillants concentreront leurs travaux d'évaluation sur les informations concernant la sécurité alimentaire et sur l'impact des interventions d'aide alimentaire. Ceci devrait améliorer l'évaluation de l'ensemble des besoins, le ciblage et la qualité du suivi et de l'évaluation. Les tâches principales seront notamment:
- améliorer les activités d'évaluation des besoins en définissant des critères pour les ménages vulnérables et les catégories de ménages vulnérables;
  - fournir des informations quantitatives sur la répartition géographique des ménages vulnérables et des renseignements sur les mécanismes de survie;
  - effectuer le suivi et l'évaluation afin de déterminer si les bénéficiaires réels correspondent à la population ciblée et si les activités répondent aux objectifs fixés par le PAM en termes d'impact;
  - fournir des renseignements analytiques afin d'améliorer l'élaboration, l'exécution et la révision des activités VCT/location de terres à bail et du programme de distribution gratuite de vivres.

### Services logistiques

77. Les vivres acheminés au Tadjikistan empruntent deux itinéraires:
- a) par mer jusqu'aux ports de la mer Baltique (Riga) puis par train à travers la Russie et/ou les pays de la CEI; ou
  - b) par train depuis l'Europe orientale en passant par les pays de la CEI.
78. L'ouverture de la liaison routière avec la Région autonome des montagnes Badakhshan en passant par Kuliab (Tadjikistan) et l'achèvement de la liaison ferroviaire avec Kuliab modifiera certains des points de livraison avancée (PLA). En conséquence, les produits alimentaires nécessaires pour certaines parties de la Région autonome des montagnes Badakhshan seront livrés par Kuliab ou par Osh (Kyrgystan), en fonction de la rentabilité économique. Les coûts de transport intérieur, d'entreposage et de manutention (TIEM) au-delà des PLA sont payés en espèces, ce qui dynamise le secteur des transports locaux.
79. Compte tenu de la rigueur de l'hiver et de la fermeture des routes dans les zones accidentées de la Région autonome des montagnes Badakhshan, les vivres doivent être prépositionnés avant l'hiver.

## STRATEGIE DE RETRAIT

80. L'incertitude économique qui règne actuellement au Tadjikistan—accentuée par la fragilité des économies des Etats de la CEI de l'Asie centrale qui entourent le pays, par la situation économique en Russie et par l'absence d'investisseurs étrangers du fait de l'instabilité politique—laisse prévoir qu'il faudra poursuivre le processus de redressement et de relèvement pendant encore quelques années. Il est vraisemblable que le pays restera un pays à déficit vivrier et pauvre dans un avenir prévisible. Si la situation politique et



économique le permet, la phase d'élargissement pourra servir de transition vers un programme de pays à plus long terme.

## EVALUATION DES RISQUES

81. Le risque majeur au Tadjikistan reste la possibilité d'une reprise de la guerre civile, qui bouleverserait le processus de redressement et de relèvement et aurait pour conséquence une augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'aide alimentaire. Bien que le processus de paix soit en bonne voie aux échelons supérieurs, l'incertitude économique associée à des flambées sporadiques de violence criminelle rendent le pays peu attrayant, comme en témoigne l'absence de réponse significative des donateurs. Le pays est pris dans un cercle vicieux: les donateurs exigent des améliorations sur le plan de la sécurité avant de débloquer les fonds, alors que c'est le manque de fonds pour le relèvement qui est responsable de l'aggravation de la situation.
82. Alors que la réussite de la présente IPSR est tributaire de la stabilité économique et politique, la mise en œuvre même de celle-ci renforcera sans doute possible la stabilité au Tadjikistan.

### Mesures de sécurité

83. La situation en matière de sécurité a une incidence directe sur la mise en œuvre du programme et la livraison de l'aide alimentaire. En raison du niveau inacceptable des activités criminelles, certaines régions deviennent de temps à autre inaccessibles. Les combats en Afghanistan peuvent également influencer sur le programme au Tadjikistan et sur la situation politique en général.
84. Le suivi rigoureux de la situation de la sécurité dans le pays par les Nations Unies et une ligne de conduite coordonnée continueront de faire partie de la routine journalière.

### Besoins de formation du PAM

85. Une formation sera assurée pour améliorer les capacités du personnel actuel. Le bureau de pays veillera à renforcer les capacités de suivi, les compétences informatiques, la gestion financière et la logistique. Il insistera notamment sur l'aptitude du personnel à identifier, concevoir, suivre et évaluer les activités VCT afin d'améliorer la qualité ainsi que le nombre des activités de redressement. Par ailleurs, une attention particulière sera accordée au suivi de la distribution des vivres de secours, plus spécifiquement pour assurer une meilleure application des critères de ciblage mentionnés plus haut au niveau des ménages. Une formation sera également assurée pour améliorer le suivi des listes de bénéficiaires et les mécanismes de distribution générale de vivres. Enfin, une formation sera assurée pour améliorer la connaissance et l'application des nouveaux systèmes de suivi des produits et autres systèmes informatisés.
86. Compte tenu de la participation grandissante des ONG locales et internationales dans le programme, il faudra organiser des sessions de formation afin de garantir que celles-ci aient bien compris le mandat du PAM en ce qui concerne l'assistance aux pauvres qui ont faim et en particulier ses engagements en faveur des femmes. Le PAM accordera une attention particulière aux initiatives des ONG qui renforcent l'autonomie des femmes et leur participation aux processus décisionnels. La formation mettra aussi l'accent sur les mécanismes d'exécution actuels.



87. La mise en œuvre des diverses activités de la présente IPSR, qui demande un personnel compétent et qualifié, se fera à ce prix.

---

### RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

88. L'IPSR est recommandée à l'approbation du Conseil d'administration dans les limites du budget figurant aux annexes I et II.





## ANNEXE I

## VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonnes	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Farine de blé	81 575	211,73	17 2
– Huile végétale	2 347	802,65	1 8
– Sucre	1 516	220	333 5
– Sel iodé	775	160	124 0
<b>Total produits</b>	<b>86 213</b>		<b>19 6</b>
Transport extérieur		79	6 8
Transport terrestre		95	8 1
TIEM		40	3 4
Total TTEM		135	11 6
Autres coûts opérationnels directs		13,94	1 2
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>			<b>39 2</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)</b>			<b>2 4</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)</b>			<b>3 2</b>
<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>			<b>44 9</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



**ANNEXE II****BESOINS DIRECTS NÉCESSAIRES (*dollars*)**

<b>Dépenses de personnel</b>	
Personnel international	1 132 000
Volontaires des Nations Unies	60 000
Personnel local et temporaire	372 800
Heures supplémentaires (en dollars uniquement)	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>1 584 800</b>
<b>Services d'appui technique et formation</b>	
Elaboration du projet	5 000
Services consultatifs techniques (y compris ACV)	20 000
Suivi et évaluation du projet	30 000
Formation	30 000
<b>Total partiel</b>	<b>85 000</b>
<b>Voyages et indemnités journalières de subsistance</b>	
Voyages forfaitaires	15 000
Déplacements intérieurs	35 000
<b>Total partiel</b>	<b>50 000</b>
<b>Dépenses de bureau</b>	
Location des locaux	140 000
Services collectifs	20 000
Communications	30 000
Fournitures de bureau	34 000
Réparation et entretien du matériel	12 000
<b>Total partiel</b>	<b>236 000</b>
<b>Véhicules</b>	
Carburant et entretien	85 000
<b>Total partiel</b>	<b>85 000</b>
<b>Matériel</b>	
Véhicules	100 000
Matériel de communications	42 000
Matériel informatique	50 000
Meubles et matériel	40 000
<b>Total partiel</b>	<b>232 000</b>
<b>Autre</b>	
Plaidoyer	28 600
Sécurité (Comm. séc./lutte incendie, partage coût agent de sécurité de terrain de l'ONU)	68 000
Autre—Partage coût 1 responsable régional TC/IT	50 000
<b>Total partiel</b>	<b>146 600</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>2 419 400</b>

